

Philippe Stierlin

Un altercommunisme dans la transformation sociale

(version intégrale)

*« L'histoire enseigne aux hommes l'immensité des grandes tâches et la
lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir »
Jean Jaurès*

➤ Un projet cohérent, une révolution libérale

L'analyse du cycle électoral que nous venons de vivre peut nous conduire à sous-estimer la nature de la forte victoire de Nicolas Sarkozy à la présidentielle et à sur-estimer l'élection, même heureuse, de député-e-s de gauche et parmi eux 18 communistes et apparentés. N. Sarkozy est parti d'un projet déterminé, libéral et sécuritaire, a fait preuve de volontarisme politique, y a accroché au fil des jours des valeurs et a fait la démonstration que ce projet le dépassait, devenait un projet pour toutes et tous dans un destin commun. Il a mené la campagne la plus maîtrisée, la plus cohérente, la plus constante. Ce n'est pas une simple victoire. Il s'agit bien d'une véritable rupture et les équilibres – de plus en plus fragiles – construits à gauche depuis 20 ans ne sont plus opérants. Ils doivent eux aussi être en rupture.

Ségolène Royal elle a fait une campagne partant d'un certain nombre de valeurs sur laquelle elle n'est jamais arrivée à accrocher un quelconque projet, oscillant du programme du PS au sien propre.

Dans cette élection, la question du projet prévalait donc sur celle du programme. Une certaine idée de la question « nationale » comme de la France en ont découlé et se sont imposées. Cette dualité projet-nation a convergé et a alors relativisé la question sociale pourtant réelle. Chaque candidat aurait dû alors montrer la cohérence de son projet plutôt que de se définir à partir du danger représenté par les autres candidats. Diaboliser n'est pas politiser. Cela doit interpellé chacun.

L'élection s'est en quelque sorte opérée de haut en bas ou de bas en haut. A la différence de l'élection de 1995, qui s'est faite sur la fracture sociale, le contenu des politiques et donc la lecture gauche-droite n'a pas été le moteur prioritaire de l'élection de 2007. D'où l'une de nos difficultés, partagée par toute la gauche. Cette difficulté a été aggravée par une élection présidentielle d'avril 2002 lue comme un accident. Cela a été le cas du côté de dirigeants politiques, notamment du PS et ce, à rebours d'une partie de l'opinion.

➤ Idéologiquement à gauche sur le souhaitable, à droite sur le possible

L'Europe, sociale ou non, a par ailleurs été peu présente dans les débats. Pour autant, le cycle électoral récent nous semble devoir intégrer le 29 mai 2005 sans pour autant lui donner la surdétermination qu'il n'a pas. L'élection présidentielle a en effet commencé avec la campagne contre le TCE. Pas tant dans la victoire finale et encourageante du 29 mai que dans le débat qui a eu lieu dans le pays et bien au-delà de lui, durant cette campagne. Ce débat à un moment donné s'est cristallisé sur le souhaitable. Le traité est passé d'un statut de « meilleur compromis politique possible » venu de l'extérieur à celui du besoin d'un autre référentiel en Europe voire d'une autre Europe. La discussion sur les moyens s'est transformée en une dispute sur les finalités. On est passé d'un examen du possible à un débat sur le souhaitable. On a alors refait de la politique. La

présidentielle a, sur d'autres thèmes, fonctionné de la même manière.

C'est cela qui, au fond, valide la démarche initiée par le millier de collectifs du 29 mai transformés en collectifs pour une alternative au libéralisme, et dont il nous faut faire un bilan équilibré, honnête et rationnel.

C'est cela qui justifie de d'abord crédibiliser un projet politique par les buts qu'on lui assigne. « Commencer par les fins » nous dit le philosophe marxien Lucien Sève. Cela devrait interroger ceux qui au PCF nous répètent à longueur de temps « les moyens, tous les moyens, rien que les moyens ». Or les moyens sont inopérants si l'on ne s'attaque pas aux logiques libérales en cours. Ils ne sont pas le moteur d'un projet alternatif, mais un carburant. Cela interroge aussi les 125 propositions sous forme de programme des candidats antilibéraux : qui se souvient ainsi de cinq d'entre elles ?

De fait le pays est idéologiquement à gauche sur le souhaitable et idéologiquement à droite sur le possible. C'est pour cette raison qu'il n'y a pas droitisation de la société. C'est pourquoi nous pouvons avoir confiance.

➤ **Un vote communiste dénationalisé**

Aux élections législatives ensuite, nous sommes revenus à un débat plus classique, horizontal, social dans lequel le contenu gauche-droite des politiques a retrouvé une pertinence. On a donc de fait rééquilibré la gauche dans son ensemble. Nous – c'est-à-dire toutes celles et ceux cherchant une alternative au système libéral – respirons mieux depuis le 2^e tour des législatives. Mais le nombre de circonscriptions où le PCF fait un score inférieur à 2% est passé de 7 en 1997 à 94 en 2002, puis 113 en 2007. **Il y a donc dénationalisation du vote communiste confirmé par cette séquence électorale.**

La question lourde de la présidentielle demeure donc. Le PCF pour ce qui le concerne est donc dans une situation du trapéziste sans filet venant de quitter son trapèze et suspendu en l'air. Un petit « matelas » de député-e-s communistes, qu'ils soient légitimistes, refondateurs ou orthodoxes, n'amortira pas la chute. Le repli identitaire et sectaire encore moins.

➤ **Potentialités et tâches politiques**

Les élections montrent que des ressorts importants existent toujours pour changer la société dans un sens progressiste. Les électrices et électeurs ont aussi envoyé des signes en ce sens.

A court terme :

- nous avons besoin de la gauche,
- nous avons besoin de la diversité politique dans la société,
- nous avons besoin de la diversité politique à gauche.

Il est curieux à cet égard que les mêmes qui prônent la diversité politique au sein de la gauche, veuillent toujours la réduire au sein du PCF. Elle n'est que tolérée sous sa forme individuelle et ostracisée sous sa forme collective.

A moyen terme :

- faites l'unité comme la clarté,
- travaillez à un projet de transformation sociale et sociétale.

➤ A gauche, deux pistes

Pour ce projet, deux pistes majeures existent à gauche. L'une, pour l'instant majoritaire est la voie sociale libérale ou sociale démocrate, version française des modèles anglais ou suédois. Elle cherche à atténuer les effets les plus négatifs du libéralisme, mais n'offre pas de véritable alternative en France et en Europe au système capitaliste. Elle l'aménage et permet de le continuer. Elle maintient, voire régénère, les grands équilibres néo-libéraux. Cette voie est du point de vue de l'alternative un échec, même s'il est relatif comparé au soviétisme ou au communisme historique.

L'autre voie est celle d'une rupture franche et déterminée avec le système capitaliste, permettant de retrouver un cycle de conquêtes collectives, offrant une alternative cohérente au capitalisme. Avec comme moteur et comme but la démocratie politique par trop ignorée par le communisme historique, par trop dévoyée et détournée par la sociale-démocratie.

Car veut-on oui ou non la structuration en France d'une vie politique dominée par le face-à-face entre le libéralisme hard d'un côté et le blairisme en charentaises de l'autre ? Ou veut-on un pôle de transformation sociale qui ne renonce pas aux utopies et cherche à les réaliser ? Nous accommodons nous oui ou non d'une gauche recentrée et d'adaptation et donc d'un rôle réduit à l'accompagner ou à l'aiguillonner ? Dans le cas contraire, les forces de transformation sociale et parmi elles les communistes doivent montrer leur disponibilité pour des dynamiques de transformation jusqu'à la constitution d'une force majoritaire, portant un autre projet de société, ayant une existence politique et pesant sur le cours des événements.

➤ **Unité et clarté**

Tous ceux qui ont cette volonté commune, cette capacité intacte d'indignation et d'utopie réaliste, peuvent en précurseurs, avec équité et éthique, se mobiliser dans un tel espace. On peut s'y retrouver, en y cultivant les convergences, en y additionnant les différences, en y assumant les divergences. On doit y retrouver des syndicalistes, des citoyens engagés et non encartés, des socialistes, des communistes, des écologistes, des féministes, des militants d'extrême gauche. Cet espace devra être suffisamment ouvert et évolutif pour accueillir au fil du temps d'autres personnes et faire bouger ses analyses. Les forces politiques, syndicales, associatives organisées doivent y trouver toute leur place, y être motrices sans faire écran, pas plus qu'elles ne doivent être écartées. Cet espace cherchera en Europe les convergences nécessaires avec des structures miroirs porteuses d'avenir comme il assumera ses différences culturelles et politiques avec elles.

Dans cet esprit, séparer ici et maintenant le projet et la construction politique ne nous semble pas pertinent. Articuler nouveau projet de société, recomposition et rassemblement nous donnera en revanche plus de force.

➤ **L'altercommunisme**

Dans cet espace conçu comme un bouquet, un courant communiste vivant en harmonie avec les autres courants et ayant aussi sa vie propre peut donner une vitalité renouvelée à la transformation sociale. Il ne sera développé qu'en incarnant un altercommunisme qui fasse les novations et les ruptures qui s'imposent, qui repense la révolution sans y renoncer, effectue des sauts démocratiques d'importance.

Cet altercommunisme démocratique devrait :

- dessiner un projet de société libérant les forces du travail et de la création associées, de toutes les formes de domination, économiques ou non,
- décloisonner les luttes et les modes de pensée,
- croiser l'expertise en actes et l'expertise de la pensée, les pratiques avec les théories,
- favoriser des démarches d'inventivité, de créativité et de prospective,
- s'affranchir du capital dominateur,
- combattre activement les inégalités et les discriminations,
- repenser un nouvel urbanisme et un nouvel ancrage des territoires,
- produire une autre culture politique,
- contribuer à des nouveaux rapports Sud-Nord
- combattre toutes les violences faites aux peuples du monde.

Retisser un nouveau vivre en commun est un rêve un peu fou. Jaurès parlait d'un invincible espoir. Si le désespoir fait partie de la vie, il n'est cependant pas un mot politique.